

Excellence Mme la Ministre Gonzalez Laya, Présidente en exercice de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame la Commissaire européenne,

Monsieur le Président du Groupe de la Banque africaine de développement,

Madame la Secrétaire Générale de la Francophonie,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Honorables invités en vos rangs et titres respectifs,

C'est un privilège et un honneur d'être parmi vous aujourd'hui. Je considère l'Alliance Sahel comme une initiative déterminante pour l'avenir de la région et je salue la décision de nous réunir encore une fois en concomitance avec le sommet du G5 Sahel.

Depuis la dernière assemblée générale, la pandémie de Covid-19 s'est imposée dans l'agenda international. Les dirigeants du monde entier sont depuis des mois focalisés sur les multiples défis posés par la pandémie. Les économies sont en régression, des milliers d'emplois sont en danger et nous devons faire face à des restrictions budgétaires sans précédents ; le confinement a modifié notre quotidien. Néanmoins, perdre de vue l'importance du Sahel serait une erreur stratégique grave, car la crise sahélienne ne concerne pas uniquement les Sahéliens mais pèse sur la stabilité de toute la région, du continent africain et du reste du monde.

Les nations sahéliennes sont confrontées à une superposition de crises. Y apporter une réponse constitue, j'en suis convaincu, le défi le plus complexe auquel un gouvernement puisse avoir à faire face. Les pouvoirs publics doivent parer aux conséquences de l'absence de développement, de la pauvreté, de faiblesses institutionnelles, ainsi qu'au défi de gérer des territoires si vastes, si divers et marqués par de divisions anciennes.

Convenons-en d'emblée : les problèmes du Sahel ont été aggravés par des décisions politiques prises par d'autres. Les nations du Sahel ne sont pas responsables de la déstabilisation de la Lybie, du changement climatique ou encore du manque de cohérence et de constance de la plupart des pays occidentaux à tenir leurs engagements. Par conséquent, nous avons aujourd'hui en Europe et dans les pays occidentaux, en général, la responsabilité de nous engager, de faire preuve de solidarité et pas seulement de promettre, mais d'honorer nos engagements. Pour cette raison, je salue la déclaration qui témoigne l'engagement continué qui s'appuie sur les actions que l'Alliance Sahel a su déjà accomplir.

Il est donc plus que jamais nécessaire de nous concerter et de nous coordonner pour soutenir les efforts des pays du Sahel. A la fois pour garantir la présence de l'Etat sur l'ensemble du territoire et pour contrecarrer la résurgence des groupes terroristes. Au-delà d'une nécessaire coordination militaire renforcée, il est essentiel que les populations puissent se reconnaître dans un Etat de droit inclusif et capable de répondre à leurs besoins.

Nos différentes expériences de par le monde, nous ont appris que la voie du développement est intrinsèquement liée à celle de la promotion de la bonne gouvernance et des réformes structurelles efficaces et impactantes pour la vie des populations. Mon Institut et moi-même sommes engagés sur cette voie depuis plus de dix ans et œuvrons dans 16 pays du continent africain.

Nous mettons notre expertise à la disposition des chefs d'Etat et de leurs équipes gouvernementales pour transformer leurs priorités en changements durables. Au Sahel, nous appuyons depuis presque deux ans le gouvernement du Faso et nous nous apprêtons à soutenir les autorités maliennes dans la mise en œuvre des réformes engagées dans le cadre de la Transition. En outre, lors de la première vague de Covid-19, nous avons répondu à la requête des autorités, notamment nigériennes et burkinabè, pour les accompagner dans la riposte à la pandémie. Nous poursuivons donc nos actions sans relâche dans la région pour soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre de leurs programmes.

Les crises protéiformes auquel l'espace sahélien est confronté nécessitent aujourd'hui des réponses encore plus fortes dans un contexte fragilisé par la pandémie. L'inclusivité et la coordination sont plus impérieux que jamais pour permettre de répondre aux préoccupations et aux besoins des populations. Voilà pourquoi je souhaiterais réitérer mon entière disponibilité, ainsi que celle de mon institut, pour soutenir les actions de l'Alliance Sahel et celles des gouvernements de la région tendant à favoriser la bonne gouvernance et la promotion de l'Etat de droit.